

CENTRE DE RECHERCHE RISQUES ET VULNÉRABILITÉS

Université de Caen Normandie

APPEL À COMMUNICATIONS

Le travail des données : sociologie des pratiques de quantification

Date de clôture des dépôts reportée au 15 décembre 2019

Présentation

Ce colloque propose d'interroger la place et le rôle du travail de la mesure, de la quantification et de l'évaluation, depuis la production des données jusqu'à leur usage au sein d'organisations, par les individus eux-mêmes et dans les sciences sociales. Si le travail de quantification est étudié depuis bien longtemps (Le Play, 1870 ; 1879), il s'accélère avec la rationalisation du travail (Taylor, 1911) et se déploie, depuis l'essor de l'informatique connectée, dans la plupart des espaces sociaux (éducation, sociabilité, santé, consommation, etc.). La pénétration des nouvelles technologies de l'information et de la communication (*smartphone*, logiciels, applications, objets connectés, etc.) génère en ce sens de nouvelles formes de mesure et de quantification. Ce renouvellement de l'objectivation de l'activité sociale à l'aune des données porte potentiellement en lui le risque de réduire les phénomènes sociaux à leur seule dimension commensurable. Ce contexte invite ainsi les sciences sociales à reconsidérer les questionnements spécifiques à la production de données au travers des dispositifs techniques.

Ce colloque réunira des contributions visant à affiner la notion de « travail des données » à partir d'enquêtes sur : les travailleurs et les espaces de production des données ; les usages sociaux qu'en font les institutions et organisations ; les pratiques individuelles dont les traces font l'objet d'une exploitation économique, managériale et politique ; les résistances et contournements que suscite le travail des données. Il s'agira également d'alimenter une réflexion sur les conséquences méthodologiques et épistémologiques de cette « culture de la mesure » pour les sciences sociales, notamment en matière de recueil, de traitement, de mobilisation et d'analyse des données.

Argumentaire

Qui produit les données ?

Ce colloque invitera les participant·e·s à mettre en lumière les processus, les acteurs et les espaces historiques, politiques et sociaux œuvrant à la production des données. Il s'agira d'interroger l'histoire et la généalogie de la mise en données du social (Desrosières, 1993) mais aussi les nouveaux métiers de la quantification : d'un côté, la genèse du « *data-scientist* » (valorisé dans toutes les branches d'activité) et de l'autre, celle des « tâcherons » de la quantification et de l'intelligence artificielle (Casilli et Cardon, 2015). Dans cette perspective, on s'intéressera également aux espaces publics et privés de production des dispositifs. On interrogera comment les entreprises conçoivent les méthodes de calcul et de gestion, mais aussi, comment les autorités publiques se saisissent de ces outils dans le secteur public, parfois à leur corps défendant (Boltanski et Chiapello, 1999 ; Bruno et Didier, 2013). Une attention particulière sera portée aux stratégies de production, de conception et de négociation qui président à la création des dispositifs de calculs : quelles sont les voies d'articulation entre leurs usages marchands et étatiques ? Comment s'est opérée l'introduction de ces outils dans le secteur public ? Enfin, on s'intéressera plus concrètement

à l'ingénierie de l'évaluation et de la quantification. On analysera comment les entreprises, administrations et autres organisations ordonnent et rendent significatives les traces numériques « sauvages » des utilisateurs, notamment les *big data*, et leur donnent de la valeur dans une volonté de prédiction et de profilage à destination marchande. Ce dernier point invitera à réfléchir aux types de calculs « en dessous » (Cardon, 2010) des activités et des individus et, finalement, à l'objectivation du social dans ses dimensions individuelles, collectives et institutionnelles.

Les données au regard des organisations

Le travail des données induit des logiques de mesure et de mise en concurrence dans les organisations. Des plateformes invitent ainsi à noter de diverses manières (Uber, Tripadvisor, Airbnb, sites de rencontre, etc.) les utilisateurs ou les pourvoyeurs de services. Ces formes d'évaluations personnalisées se dotent alors d'un fort pouvoir d'orientation de l'utilisateur au sein de ces plates-formes numériques. Elles ne sont pas sans effets non plus sur la pratique professionnelle des prestataires de service qui constituent souvent un segment en marge du salariat (Abdelnour, 2017). Comment ces logiques de classement transforment-elles les manières de se rencontrer, de consommer ou de travailler ? Il s'agira, par exemple, d'analyser comment, dans les organisations, les usages différenciés des données et les formes contemporaines du management (autoévaluation, formations numériques, etc.) viennent complexifier les relations de travail (mise en concurrence des travailleurs.euses, stratégies de différenciation, visibilité comptable du travail fourni, etc.), et fragiliser certaines fractions du monde du travail. Partant du constat du renouvellement des outils de gestion de l'activité (Boussard *et alii.*, 2005 ; Chiapello et Gilbert, 2013) convoquées dans un souci croissant d'efficacité, de productivité et de « qualité », on interrogera aussi les outils de gestion et d'évaluation au travail qui s'appuient, dans une certaine mesure, sur ce « travail des données ».

Comment les dispositifs de comptage, d'évaluation et de gestion, permis par la profusion de données, pénètrent les mondes du travail ? Qui en sont les commanditaires et quelles sont leurs finalités ? En quoi la massification des données génère des changements significatifs dans le contenu de l'activité organisationnelle (aide à la décision, complexification des politiques d'établissement, etc.) ? Dans une autre mesure, les communications pourront également porter sur les stratégies des différents auditoires en présence (Abbott, 2003), aussi bien les managers et les travailleurs que les destinataires de l'activité. Ces stratégies pourront être analysées en termes de conflits, de coopérations ou de négociations pour mieux appréhender la portée et les limites des outils de mesure sur les champs de l'activité, des savoirs et des savoir-faire. Cette perspective pourra nous amener à questionner la manière dont les performances sont mesurées au travail et produisent à leur tour des données.

Usages et appropriations individuelles : santé, bien-être et sociabilités

Ce colloque s'intéressera également aux usages sociaux des données et aux dynamiques de quantification, qu'elles soient individuelles ou institutionnelles. Le travail des données peut être abordé, aussi bien dans les champs de la santé et du « bien-être », qu'en matière de stratégies de visibilité des individus sur les réseaux sociaux (Cardon, 2008) ou encore, au plan des reconfigurations de l'activité aux prises avec les dispositifs calculant (Pharabod, 2013).

Les communications pourront ainsi traiter des pratiques de *quantified self* (automesure) par lesquelles les individus surveillent et interviennent sur leurs corps à l'aide d'outils numériques (applications mobiles, objets connectés, etc.) dans une démarche voisine du *coaching* (Salman, 2015). Dans le contexte d'autonomisation et de singularisation des individus (Ehrenberg, 1991 ; 2010), comment comprendre ces pratiques qui visent à projeter un regard réflexif sur soi ? Comment les individus parviennent-ils à déchiffrer les données qu'ils produisent sur eux-mêmes et en quoi sont-elles motrices d'actions dans la vie quotidienne ? Les travaux conduiront à préciser

les logiques de ces pratiques (quête de performance physique, volonté de connaissance de soi, augmentation de la sensibilité, etc.) en tant qu'elles nous informent sur la construction des individus dans les sociétés contemporaines.

Dans la suite de cette réflexion, on distinguera les pratiques de quantification dans le domaine de la santé. Les communications pourront porter sur les formes de surveillances individuelles visant à mesurer la santé entendue selon la définition de l'OMS, c'est-à-dire « un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». En ce sens il sera question d'appréhender comment les individus mesurent leur corps ou leurs émotions à partir de dispositifs spécifiques (échelles d'évaluation, carnet de santé numérique, dispositifs de télé-surveillance, application mesurant le diabète, gélule connectée, réseau social de patients etc.), pour traiter des questions aussi diverses que le sommeil, le poids, la sexualité, le stress, les maladies chroniques ou encore les troubles mentaux. En quoi ces pratiques contribuent-elles à une redéfinition des frontières entre le normal et le pathologique ? Cette question pourra être posée à l'aune des pratiques individuelles, collectives mais aussi institutionnelles lorsque celle-ci sont encouragées voire imposées par le corps médical (Pinell, 1992) ou au sein des espaces de travail (Lupton, 2014). Car les individus peuvent, au contraire, s'approprier les outils numériques de quantification ou en contourner les usages. La place des traces d'activités fait d'ailleurs l'objet d'interrogations individuelles, notamment en terme de vie privée, et d'actions collectives. Quelles compétences peuvent alors mobiliser les acteurs afin de reprendre le contrôle de leurs données face aux grands acteurs de l'économie numérique ? Dans quelles circonstances les individus s'opposent-ils à une mise en calcul de leur activité ?

Par ailleurs, les communications pourront aussi interroger les stratégies d'audience des individus sur les réseaux sociaux. Les utilisateurs peuvent, en effet, créer du contenu (photos, images, vidéos, texte, etc.) et le diffuser dans leur réseau de connaissances ou plus largement dans leur audience constituée. Ils sont alors confrontés au nombre de contacts, de « likes » ou de partages qui sont d'autres facettes de la quantification de soi-même. Comment, alors, établir et maintenir cette *identité calculée* (Georges, 2009) sur le web ?

Vers une “data-sociologie” ?

Enfin, ce colloque sera l'occasion de discuter des défis méthodologiques et des enjeux épistémologiques qui se dégagent, pour les sciences sociales, de cet exercice réflexif sur le « travail des données ». Corpus documentaires, traces d'interaction, traces d'usage, statistiques générées par les plateformes... l'informatisation du monde donne lieu à une profusion des données quantitatives ou qualitatives exploitées par des moyens informatiques, donc quantifiés ou quantifiables. Or, leurs modalités d'accès et de traitement questionnent les méthodes traditionnelles d'objectivation en sciences sociales et interrogent les reconfigurations du champ scientifique dans lesquelles s'inscriront les nouvelles générations de sociologues.

Sur le plan méthodologique, la sophistication des outils numériques implique des compétences techniques (choix et maîtrise de logiciels, de la programmation, techniques statistiques) et juridiques complexes (consentement éclairé, protection des données, droit d'usage et de stockage et d'exploitation, etc.) qui suscitent de nouvelles questions éthiques. Cette évolution implique, soit une formation complémentaire, soit le recours à des collaborations interdisciplinaires (informaticiens, statisticiens) ou à des professionnels ou spécialités qui se différencient au sein même des sciences sociales (*data-scientist*, *digital-humanities* ou “*data-sociology*” comme le suggèrent Hobeika et Ollion, 2012). Ces nouvelles configurations d'enquête peuvent aussi bien ouvrir de nouvelles pistes heuristiques, donner lieu à des malentendus paradigmatiques, à des tensions entre des approches méthodologiques ou même à des conceptions de la science qui diffèrent (culte de la prédiction, ingénierie sociale, fin de la théorie : Anderson, 2008).

L'engouement pour ce qui est désigné comme « *Big Data* » est souvent associé à une illusion de la facilité dans laquelle tombent aussi chercheurs et financeurs de la recherche en sciences sociales. Or les techniques de collecte, de nettoyage, de traitement statistique et d'interprétation sont extrêmement exigeantes et peuvent décevoir, menant à des approches plus nuancées, à des articulations plus subtiles de méthodes quantitatives et qualitatives.

La valorisation de ces stratégies d'objectivation contribue à recomposer l'espace contemporain des sciences sociales. L'usage massif des données dans les domaines scientifiques à des fins de découvertes ou de corrélation est alors susceptible de supplanter la hiérarchie des modèles, de réhabiliter des traditions théoriques, de surexposer des catégories d'hypothèses et les épreuves qui leurs sont associées pour tester l'intérêt ou la validité de l'objet étudié. Que devient *in fine* la place du chercheur en sciences sociales ? Quelles stratégies peut-il employer pour préserver son autonomie et sa juridiction professionnelle (Abbott, 1988) ? Enfin, la numérisation ou « mise en données » du monde pose à nouveaux frais la question de la fabrique du social comme agrégation de traces numériques individuelles et collectives. Si les données et les traces peuvent être prises comme l'expression d'une "société en train de se faire" (Latour, 2006), il peut aussi être intéressant d'y observer une sociologie en train de se faire.

Mots-clés :

Mesure, quantification, statistiques, travail, gestion, rationalisation, normalisation, audience, *quantified self*, surveillance, identification, santé, sport, bien-être...

Critères de sélection

Cet appel à communication est ouvert à tou·te·s les chercheur·e·s en sciences sociales. Les propositions faites par les jeunes chercheur·e·s, doctorant·e·s, docteur·e·s, post-doctorant·e·s sont encouragées.

Les résumés de communication, de 4 000 signes (hors bibliographie), devront faire apparaître explicitement l'objet de la réflexion et la méthodologie employée. Ils préciseront également : le nom, le prénom, le statut, la discipline, l'institution de rattachement, l'adresse e-mail.

Calendrier

- Les propositions de communication seront à envoyer au plus tard le **15 décembre 2018** à l'adresse suivante : <https://travaildonnees.sciencesconf.org> (pour toutes questions, merci de nous contacter à l'adresse suivante : travail.des.donnees@gmail.com)
- Les notifications d'acceptation des communications seront communiquées par courriel aux auteur·e·s **fin-décembre**.
- **Les communications de 25 000 à 30 000 signes (bibliographie et espaces compris) sont attendues pour le 15 mars 2019** en vue d'être proposées à la publication dans des revues à comité de lecture scientifique. La programmation des communications dépendra de la bonne réception des textes à cette date.
- **Colloque** : 13-14 juin 2019, Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Université de Caen Normandie, Esplanade de la Paix, 14032 Caen

Comité d'organisation :

Thomas DENISE (CERREV), Hélène MARCHE (CERREV), Julien ONNO (CERREV), Vassili RIVRON (CERREV), Pauline SEILLER (CERREV)

Bibliographie indicative :

ABBOTT A., « Écologies liées : à propos du système des professions », in MENGER P. (dir.), 2003, *Les professions et leurs sociologies. Modèles théoriques, catégorisations, évolutions*, Paris, Éditions de la MSH

ABBOTT A., 1988, *The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago-Londres, University of Chicago Press

ABDELNOUR S., 2017, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*, Paris, PUF, coll. « Humensis »

ANDERSON, Chris, "The End of Theory. Will the Data Deluge Makes the Scientific, Method Obsolete?", Edge, 2008

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard

BOUSSARD V., (dir.), 2005, *Au nom de la norme. Les dispositifs de gestion entre normes organisationnelles et normes professionnelles*, Paris, L'Harmattan, Collection « Logiques Sociales »

BRUNO et DIDIER, 2013, *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, Zones

CARDON D., « Le design de la visibilité. Un essai de cartographie du web 2.0 », *Réseaux* 2008/6 n° 152, p. 93-137

CARDON D., 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, coll. « La république des idées »

CARDON D., CASILLI A., 2015, *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, Bry-sur-Marne, INA, coll. « Etudes et controverses »

CHIAPELLO E., GILBERT P., 2013. *Sociologie des outils de gestion. Introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion*, Paris, La Découverte, coll. « Repères »

DESROSIERES A., 2010, *La politique des grands nombres : Histoire de la raison statistique*. Paris: La Découverte

EHRENBERG A., 2010, *La Société du malaise*. Paris : Odile Jacob

EHRENBERG, 1991, *Le Culte de la performance*, Paris : Calmann-Lévy, coll. Essai société

FOUCAULT M., 1963, *Naissance de la clinique. Une archéologie du regard médical*, Paris, Presses Universitaires de France

GEORGES F., 2009, « Représentation de soi et identité numérique: Une approche sémiotique et quantitative de l'emprise culturelle du web 2.0. » *Réseaux*, 154, (2), 165-193

LATOURE B., 2006, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris : La Découverte

LE PLAY F., 1870, *L'Organisation du travail, selon la coutume des ateliers et la loi du Décalogue*, Paris, Dentu/Tours, Marne.

LE PLAY F., 1879, *La Méthode sociale, abrégé des « Ouvriers européens »*, Tours, Marne, Paris, Méridiens-Klincksieck

LUPTON D., 2014, « Self-tracking Modes: Reflexive Self-Monitoring and Data Practices », University of Canberra (<https://ssrn.com/abstract=2483549>)

OLLION, Étienne et BOELAERT, Julien. "Au-delà des big data. Les sciences sociales et la multiplication des données numériques". *Sociologie*, 2015, no 3, vol. 6

HOBEIKA, Alexandre et OLLION, Étienne. "Vers une «data-sociologie»? Tour d'horizon des techniques de collecte automatisée de données sur le web". 2012. <https://quanti.hypotheses.org/647/>

PINELL P., 1992, *Naissance d'un fléau. Histoire de la lutte contre le cancer en France (1890-1940)*, Ed. Métailié

PHARABOD, A.-S., NIKOLSK V., GRANJON F., « La mise en chiffres de soi. Une approche compréhensive des mesures personnelles », *Réseaux*, vol. 177, no. 1, 2013, pp. 97-129

SALMAN S., « Le temps des coaches ? Trajectoires typiques d'une figure du "nouvel esprit du capitalisme" », *Travail et emploi*, vol. 143, no. 3, 2015, pp. 59-73

TAYLOR F. W., 1965 (1911), *The Principle of Scientific Management*. Traduit en français sous le titre *La direction scientifique des entreprises*, Paris, Dunod